ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.188/2
DU 14 FÉVRIER 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 janvier 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « réglant le statut de l'armurier », après avoir examiné l'affaire en ses séances des 9 et 14 février 2011, a donné à cette dernière date, l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Le projet d'arrêté tend, entre autres, à donner exécution à l'article 35, 4°, de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (ci-après : la « loi sur les armes »), qui charge le Roi d'établir un code déontologique, dans lequel sont précisées notamment les obligations d'information à l'égard du client, pour les armuriers agréés.

En tant qu'il a cet objet, le projet d'arrêté doit, en vertu de l'article 37, alinéa 2, seconde phrase, de la loi sur les armes, être soumis à l'avis du Conseil consultatif des armes.

En l'espèce, les auteurs du projet d'arrêté se réfèrent à l'avis que le Conseil consultatif des armes a donné, le 28 mai 2008, sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 octobre 2008 réglant le statut de l'armurier, entre-temps annulé par l'arrêt du Conseil d'État A.S.B.L. Union nationale de l'armurerie, de la chasse et du tir, n° 209.232 du 25 novembre 2010.

Cet avis a été donné il y a plus de deux ans et demi. Il est rappelé, à ce sujet, que l'obligation légale, faite à l'autorité, de recueillir des avis vise essentiellement à informer cette autorité quant aux éléments de fait et de droit qui, selon l'organe consultatif, doivent être pris en considération au moment où l'autorité doit prendre sa décision. Le délai qui s'écoule

entre la consultation et la décision doit donc, en principe, être bref. Dans le cas contraire, un avis ne pourrait être retenu comme point de départ d'une décision devant intervenir beaucoup plus tard que s'il était démontré que les circonstances de fait et de droit sur lesquelles l'organe consultatif s'est fondé n'ont pas évolué à un point tel que la consultation devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce.

En tout état de cause, il importe d'observer qu'en ce qui concerne les dispositions relatives au code déontologique, le présent projet d'arrêté présente, par rapport au texte sur lequel le Conseil consultatif des armes a donné son avis, plusieurs différences qui ne trouvent pas leur source dans des suggestions ou objections formulées par cet organe. Or, lorsqu'une autorité demande l'avis d'un organe dont la consultation est légalement prescrite à titre de formalité substantielle, elle ne peut s'écarter du texte soumis à l'organe consulté que, soit pour tenir compte des suggestions ou objections formulées par celui-ci, soit après avoir soumis la modification envisagée à cet organe.

Il conviendra donc de demander un nouvel avis au Conseil consultatif des armes sur les dispositions du projet d'arrêté relatives au code déontologique.

Observation préalable

Le projet d'arrêté doit avoir égard aux obligations qu'impose la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, modifiée par la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008, laquelle devait être transposée au plus tard le 28 juillet 2010 [1].

Il y a lieu à ce sujet de rappeler que, comme l'a déjà observé la section de législation du Conseil d'État dans un précédent avis, la transposition pleine et entière de la directive 2008/51/CE requiert encore quelques modifications de nature législative. Le Conseil d'État pense ainsi, pour ne prendre qu'un exemple significatif, à la définition nouvelle de l'« arme à feu » que la directive 2008/51/CE a insérée à l'article 1er, § 1er, de la directive 91/477/CEE. À cet égard, comme déjà indiqué par la section de législation du Conseil d'État, il ne peut être soutenu qu'il ne serait pas nécessaire de modifier le droit interne pour transposer les dispositions de la directive 2008/51/CE introduisant de nouvelles définitions qui ne se trouvent pas dans la loi sur les armes, du fait que les termes utilisés devraient être interprétés comme dans la directive. En effet, lorsqu'une directive définit une notion aux fins de sa mise en oeuvre, il incombe aux États membres de prendre les dispositions contraignantes nécessaires pour que cette définition puisse être appliquée en droit interne d'une manière suffisamment claire, précise et certaine pour les destinataires de la

[1] Voir l'article 2 de la directive 2008/51/CE.

norme, et non pas seulement de déclarer que le droit interne est à interpréter conformément à la directive [2].

Observations particulières

Dispositif

Article 2

À l'alinéa 1er et à l'alinéa 4, le texte à l'examen impose l'envoi d'une « lettre recommandée ».

Ainsi rédigé, il semble exiger le recours à un envoi postal recommandé et exclure, ce faisant, le recours au recommandé électronique lorsque seront en vigueur les dispositions qui, dans la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification, modifiée par la loi du 13 décembre 2010, sont relatives au recommandé électronique, c'est-à-dire au plus tard le 30 juin 2011 [3].

Or, lorsque ces dispositions seront en vigueur, il résultera de l'article 4, § 6, de la loi du 9 juillet 2001 que, « sous réserve de l'application d'exigences légales ou réglementaires spéciales en matière d'envois recommandés, un recommandé électronique est présumé satisfaire à l'exigence d'un envoi recommandé ».

La disposition qui vient d'être citée réservant l'application d'exigences légales ou réglementaires spéciales en matière d'envois recommandés, il est au pouvoir du Roi de prendre un texte qui, dans une matière déterminée, exclut le recours au recommandé électronique.

Encore toutefois incombe-t-il alors au Roi de justifier une telle exigence au regard du principe constitutionnel de l'égalité devant la loi.

---

[2] Voir l'avis 48.502/2/V, donné le 3 août 2010 sur le projet devenu l'arrêté royal du 10 octobre 2010 modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi sur les armes et l'arrêté royal du 8 août 1994 relatif aux cartes européennes d'armes à feu.

[3] Ces dispositions figurent aux articles 38 à 52 de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification. En vertu de l'article 57, alinéa 1er, 2°, de la loi du 13 décembre 2010, elles entrent en vigueur le 30 juin 2011. Toutefois, l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi du 13 décembre 2010 permet au Roi de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

En tout état de cause, il convient d'employer une terminologie conforme à la législation en la matière [4]. À cet égard :

- si l'intention est d'exiger le recours à un envoi postal recommandé et d'exclure le recours au recommandé électronique, il y a lieu de remplacer les mots « une lettre recommandée » par les mots « un envoi postal recommandé » ;

- si l'intention est d'imposer le recours à un service de recommandé, sans exclure le recommandé électronique, on remplacera les mots « une lettre recommandée » par les mots « un envoi postal recommandé ou un recommandé électronique ».

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

Article 4

1. Dans l'alinéa 1er, 3°, il convient de préciser par qui est désigné le membre du jury de l'examen d'aptitude professionnelle que vise cette disposition.

2.1. Selon l'alinéa 1er, 4°, le jury de l'examen d'aptitude professionnelle comprend « un représentant francophone et un représentant néerlandophone proposé [lire : proposés] par des organisations professionnelles représentatives d'armuriers, désigné [lire : désignés] par le Ministre de la Justice ».

2.2. La question se pose de savoir si cette disposition se concilie avec l'article 14, § 1er, 6°, de la loi du 26 mars 2010 sur les services, qui interdit de subordonner l'accès à une activité de service [5] ou son exercice en Belgique à « l'intervention directe ou indirecte d'opérateurs concurrents, y compris au sein d'organes consultatifs, dans l'octroi d'autorisations ou dans l'adoption d'autres décisions des autorités compétentes […] » [6].

[4] Voir en particulier :
- les définitions des expressions « envoi postal » et « envoi recommandé » que donnent le 7° et le 9° de l'article 131 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, remplacé par la loi du 13 décembre 2010 ;
- la définition de l'expression « recommandé électronique » que donne le 14° de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification, inséré par la loi du 13 décembre 2010.

[5] Tel est le cas de l'activité d'armurier, à laquelle se rapporte le projet d'arrêté. Sur la notion de « service », voir l'article 2, 1°, de la loi du 26 mars 2010. Sur le champ d'application de celle-ci, voir son article 3.

[6] Les exceptions prévues par la même disposition à l'interdiction qu'elle comporte ne sont pas pertinentes en l'espèce.

La notion d'« autorité compétente » est définie comme suit par l'article 2, 14°, de la loi :

> « toute autorité ou instance ayant un rôle de contrôle ou de réglementation des activités de services, notamment les autorités administratives, y compris les tribunaux agissant à ce titre, les ordres professionnels et les associations ou autres organismes professionnels qui, dans le cadre de leur autonomie juridique, réglementent de façon collective l'accès aux activités de services ou leur exercice ».

Ces dispositions transposent les articles 14, point 6), et 4, point 9), de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

2.3. Selon le Manuel relatif à la mise en œuvre de la directive « services », élaboré par les services de la direction générale « Marché intérieur et Services » de la Commission européenne [7], l'article 14, point 6) de la directive 2006/123/CEE est à mettre en relation avec la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne en matière de libre prestation des services et de liberté d'établissement [8], telle qu'elle résulte spécialement de l'arrêt Commission c. Italie du 15 janvier 2002.

2.4. Sur cette question, l'arrêt précité contient la motivation suivante :

> « 39. S'agissant, enfin, des dispositions qui subordonnent l'organisation de foires à l'intervention d'organismes composés d'opérateurs déjà présents sur le territoire visé ou représentatifs desdits opérateurs, aux fins de reconnaissance et d'agrément de l'entité organisatrice et aux fins d'octroi à celle-ci de financements publics, il y a lieu de relever que l'exigence d'un agrément ou d'une reconnaissance officielle constitue une restriction à la libre prestation des services ou à la liberté d'établissement. De la même manière et pour les raisons indiquées par M. l'avocat général au point 165 de ses conclusions, une telle atteinte peut résulter de dispositions qui prévoient l'intervention d'organismes composés d'opérateurs concurrents déjà présents sur le territoire concerné.
>
> 40. Tel est le cas des articles 13, 14 et 15, premier alinéa, sous a), de la loi régionale du Frioul-Vénétie-Julienne n° 10/81 qui prévoient l'intervention, aux fins de l'autorisation de manifestations foraines, d'un comité consultatif qui inclut, notamment, quatre présidents des entités foraines ayant un siège dans la région. En l'absence de toute justification, ces dispositions, mentionnées au point 35, troisième tiret, du présent arrêt, sont contraires aux principes de la libre prestation des services et de la liberté d'établissement.
>
> 41. En revanche, les restrictions à la libre prestation des services ou à la liberté d'établissement créées par les autres dispositions visées au point 35, troisième tiret, du présent arrêt […] peuvent trouver une justification dans le fait que les connaissances ou l'expérience des représentants de la vie économique non concurrents des opérateurs concernés par la procédure de reconnaissance ou d'agrément ainsi que celles des

[7] http://ec.europa.eu/internal_market/services/docs/services-dir/guides/handbook_fr.pdf.

[8] Articles 43 et s. et 49 et s. du Traité instituant la Communauté économique européenne, devenus respectivement, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, les articles 49 et s. et 56 et s. du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

représentants du public visé par la foire peuvent se révéler précieuses à la procédure en cause »[9-10].

2.5. C'est à la lumière de cet arrêt que l'article 14, point 6), de la directive 2006/123 - et, par voie de conséquence, l'article 14, § 1er, 6°, de la loi précitée du 26 mars 2010 - paraissent devoir être interprétés.

---

[9] C.J.U.E., 15 janvier 2002, Commission c. Italie, C-439/99, points 39 à 41.

[10] Dans ses conclusions présentées le 29 mai 2001, auxquelles la Cour s'est référée dans l'arrêt précité, l'avocat général a considéré ce qui suit :

« 163. Pour déterminer si la participation de représentants de la vie économique régionale aux diverses procédures constitue une atteinte à la libre prestation des services ou à la liberté d'établissement, il convient tout d'abord d'observer qu'une mesure ne peut être qualifiée d'atteinte que si elle est de nature à prohiber, à gêner ou à rendre moins attrayant l'exercice d'une liberté fondamentale […].

164. À cet égard, il faut tout d'abord constater que la Commission ne critique pas le fait que les organes évoqués ci-dessus prendraient eux-mêmes des décisions dans le cadre de l'organisation des foires. Au contraire, l'atteinte réside, à ses yeux, surtout dans le fait que ces organes sont consultés par les autorités italiennes avant de prendre une décision et qu'ils peuvent dès lors exercer une influence sur cette décision.

165. Une telle possibilité d'influence semble de nature à gêner ou à rendre moins attrayant l'exercice d'une liberté fondamentale, dès lors qu'elle implique l'intervention de concurrents directs des organisateurs de foires. Ces concurrents pourraient tenter de retarder des décisions nécessaires, d'encourager l'adoption de restrictions excessives ou d'obtenir des informations importantes au regard de la concurrence. Cependant, seul l'article 14 de la *legge regionale del Friuli Venezia Giulia* n° 10 du 23 février 1981 prévoit une telle participation.

166. Cette atteinte aux libertés fondamentales ne peut être justifiée ni par une exigence impérieuse d'intérêt général ni par le fait que ces sociétés foraines concurrentes auraient été chargées de fournir des services d'intérêt économique général.

167. La participation de représentants de la vie économique ou de représentants du public visé par la foire ne peut cependant pas être considérée dans tous les cas comme une atteinte aux libertés fondamentales. Ces catégories de personnes peuvent en effet apporter des connaissances et une expérience précieuses à la procédure de décision. L'hypothèse de l'atteinte aux libertés fondamentales ne peut dès lors être retenue qu'en présence de cas concrets, dans lesquels cette participation a eu des effets préjudiciables pour les opérateurs d'autres États membres.

168. Les références de la Commission à la participation de ces organes à la désignation des dirigeants de sociétés foraines régionales et à l'adoption de dispositions relatives à l'octroi de subventions ne peuvent mener à aucun autre résultat.

169. L'intervention dans la désignation des dirigeants d'entreprises concurrentes ne saurait justifier d'assimiler ces organes à des concurrents de sociétés foraines. Cette intervention n'implique en effet pas nécessairement qu'ils auraient un intérêt économique au succès des entités foraines régionales. En ce qui concerne le régime d'octroi des subventions, son caractère discriminatoire ne résulte pas de l'implication de représentants de la vie économique, mais uniquement des dispositions restrictives de la loi correspondante.

170. La Commission n'a donc pas été en mesure d'établir que la participation de représentants de la vie économique régionale aux décisions des pouvoirs publics se rattachant au déroulement de foires constituerait une atteinte à la libre prestation des services ou à la liberté d'établissement.

171. Ce grief ne peut donc aboutir que dans la mesure où il critique la participation de concurrents aux décisions liées au déroulement de foires ».

Dès lors que le texte de l'article 14, point 6), de la directive 2006/123 et de l'article 14, § 1er, 6°, de la loi énonce de manière expresse que ce n'est pas la participation des « opérateurs » agissant dans le secteur considéré, en tant que telle, qui est interdite, même lorsqu'ils interviennent de manière indirecte dans « l'octroi d'autorisations ou dans l'adoption d'autres décisions des autorités compétentes », mais que cette interdiction ne porte que sur une participation émanant d'opérateurs « concurrents », c'est à ce dernier aspect qu'il appartient aux autorités d'être attentifs. Ainsi, à la condition que les opérateurs concurrents soient écartés des procédures, « les connaissances ou l'expérience des représentants de la vie économique non concurrents des opérateurs concernés » pourront toujours être prises en considération par la participation de ces derniers à ces procédures, ce qui peut se révéler précieux, ainsi que l'a exposé la Cour de Justice de l'Union européenne dans son arrêt précité du 15 janvier 2002 [11].

2.6. Il appartient en conséquence à l'auteur du projet de revoir celui-ci en manière telle qu'à tout le moins les « représentants […] des organisations professionnelles d'armuriers » siégeant dans le jury ne soient pas dans une situation de concurrence avec les personnes qui présentent l'examen d'aptitude professionnelle.

Article 7

Invité à expliquer quelles sont exactement les hypothèses visées par l'alinéa 2, quelle est la portée concrète de cette disposition, et quel est l'effet d'une décision du jury selon laquelle un candidat qui a été interrogé sur plusieurs types d'activités peut être considéré comme ayant satisfait partiellement, le fonctionnaire délégué a répondu comme suit :

> « Il s'agit de l'hypothèse où un candidat souhaite obtenir un agrément d'armurier couvrant tous les aspects de la profession, mais ne parvient pas à prouver des connaissances suffisantes dans l'un des domaines.
>
> Au lieu de lui refuser l'agrément et de lui faire repasser l'examen dans son entièreté, on lui octroie un agrément d'armurier restreint. Libre à lui, lors de la prochaine session, de repasser un examen portant sur les domaines qu'il ne maîtrisait pas pour étendre son agrément à tous les aspects souhaités ».

La rédaction de l'alinéa 2 gagnerait à être revue pour exprimer plus clairement cette intention.

[11] C.J.U.E., 15 janvier 2002, Commission c. Italie, C-439/99, point 41.

Article 8

Selon la disposition à l'examen, « les armuriers demandant le renouvellement de leur agrément conformément à l'article 48, alinéa 3, de la loi sur les armes sont exemptés de l'examen d'aptitude professionnelle ».

En renvoyant à l'article 48, alinéa 3, de la loi sur les armes, le texte vise l'hypothèse de demandes de renouvellement d'agrément introduites au plus tard à la date indiquée par cette disposition, à savoir le 31 mars 2009. Cette date étant maintenant dépassée, le Conseil d'État n'aperçoit pas la pertinence de la disposition à l'examen.

En tout état de cause, un régime d'exemption pure et simple de l'examen d'aptitude professionnelle, sans introduire d'autres dispositions tendant à s'assurer de l'aptitude professionnelle des intéressés est incompatible :

- d'une part, avec l'article 5, § 2, de la loi sur les armes, en tant que cette disposition impose qu'une personne qui demande un agrément en qualité d'armurier prouve son aptitude professionnelle pour l'activité qu'elle souhaite exercer dans les conditions déterminées par le Roi, l'aptitude professionnelle requise se rapportant à la connaissance de la réglementation à respecter et de la déontologie professionnelle, et de la technique et l'utilisation des armes ;

- d'autre part, avec l'article 4, § 3, de la directive 91/477/CEE, en tant que cette disposition impose aux États membres l'obligation de faire dépendre l'exercice de l'activité d'armurier sur leur territoire d'un agrément délivré sur la base d'un contrôle des compétences de l'armurier.

La disposition à l'examen sera, soit omise, soit revue en tenant compte de cette observation.

Article 9

En ce qui concerne l'alinéa 2, plutôt que d'énumérer les dispositions dont l'inobservation n'est pas constitutive d'une infraction pénale, il conviendrait, pour se conformer au mieux au principe de légalité des incriminations résultant notamment de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme, d'indiquer les dispositions dont l'inobservation est constitutive d'une infraction pénale.

Article 17

Comme déjà indiqué dans l'avis 45.231/2 de la section de législation du Conseil d'État, donné le 26 septembre 2008 sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 octobre 2008 réglant le statut de l'armurier, il n'y a pas de nécessité de rappeler l'obligation de respecter la légalité, les « dispositions impératives », l'ordre public et le code déontologique. Pareil rappel est même ambigu en ce qu'il semble faire de la disposition à l'examen la source des obligations qu'elle énumère.

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

Article 19

L'intitulé de la loi du 23 mars 1995 mentionné à l'alinéa 2, *in fine*, n'est pas correct, les mots « ou toute autre forme de génocide » n'y figurant pas.

Ils doivent être omis.

Article 20

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.188/2
VAN 14 FEBRUARI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 19 januari 2011 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit ″tot regeling van het statuut van de wapenhandelaar″, heeft na de zaak te hebben onderzocht op zittingen van 9 en 14 februari 2011, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Het ontwerp van besluit strekt ertoe om onder meer uitvoering te geven aan artikel 35, 4°, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (hierna "wapenwet" genoemd). Dat artikel belast de Koning met het vaststellen van een deontologische code voor de erkende wapenhandelaars, waarin met name de informatieplichten aan de klant worden gepreciseerd.

In zoverre het ontwerp van besluit dit doel nastreeft dient het krachtens artikel 37, tweede lid, tweede zin, van de wapenwet om advies te worden voorgelegd aan de Adviesraad voor Wapens,.

De stellers van het ontwerp van besluit verwijzen *in casu* naar het advies dat de Adviesraad voor Wapens op 28 mei 2008 heeft gegeven over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 16 oktober 2008 tot regeling van het statuut van de wapenhandelaar, inmiddels vernietigd door het arrest van de Raad van State vzw Nationale Unie van de Wapenmakerij en der Jacht- en Sportschutters, nr. 209.232 van 25 november 2010.

Dit advies werd meer dan twee en een half jaar geleden gegeven. Er wordt dienaangaande op gewezen dat de wettelijke verplichting voor de overheid om adviezen in te

winnen, hoofdzakelijk als bedoeling heeft deze overheid inlichtingen te verstrekken over de elementen van feitelijke en juridische aard die volgens het raadgevend orgaan in overweging dienen te worden genomen op het ogenblik waarop de overheid haar beslissing moet nemen. De termijn die verloopt tussen de raadpleging en de beslissing dient derhalve in principe kort te zijn. In het tegenovergestelde geval zou een advies slechts in aanmerking kunnen worden genomen als uitgangspunt voor een beslissing die veel later tot stand moet komen, indien zou worden aangetoond dat de feitelijke en juridische omstandigheden waarvan het raadgevend orgaan is uitgegaan, niet dermate zijn geëvolueerd dat de raadpleging moet worden beschouwd als niet meer dienstig ter zake.

Betreffende de bepalingen inzake de deontologische code is het hoe dan ook belangrijk vast te stellen dat het voorliggende ontwerp van besluit ten opzichte van de tekst waarover de Adviesraad voor Wapens zijn advies heeft gegeven verscheidene verschillen vertoont die niet voortvloeien uit de aanbevelingen of bezwaren die dat orgaan heeft geformuleerd. Echter, wanneer een overheid het advies van een orgaan vraagt waarvan de raadpleging bij wijze van wezenlijk vormvereiste wettelijk voorgeschreven is, kan ze slechts afwijken van de tekst die aan het adviserend orgaan is voorgelegd, hetzij om rekening te houden met aanbevelingen of bezwaren die dat orgaan heeft geformuleerd, hetzij na de beoogde wijziging aan dat orgaan te hebben voorgelegd.

Er dient derhalve aan de Adviesraad voor Wapens een nieuw advies te worden gevraagd over de bepalingen van het ontwerp van besluit inzake de deontologische code.

Voorafgaande opmerking

Het ontwerp van besluit dient de verplichtingen in acht te nemen die zijn opgelegd door richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens, gewijzigd door richtlijn 2008/51/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2008. Deze laatste richtlijn moest ten laatste op 28 juli 2010 omgezet worden [1].

[1] Zie artikel 2 van richtlijn 2008/51/EG.

Er dient dienaangaande op te worden gewezen dat, zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds in een vorig advies heeft opgemerkt, de volledige omzetting van richtlijn 2008/51/EG nog enkele aanpassingen van wetgevende aard vereist. Zo denkt de Raad van State, om slechts een enkel relevant voorbeeld te citeren, aan de nieuwe definitie van "vuurwapen" die richtlijn 2008/51/EG heeft ingevoegd in artikel 1, lid 1, van richtlijn 91/477/EEG. Zoals reeds aangegeven door de afdeling Wetgeving van de Raad van State, is het in dit verband niet verdedigbaar dat het niet noodzakelijk zou zijn het interne recht aan te passen met het oog op de omzetting van de bepalingen van richtlijn 2008/51/EG, waarbij nieuwe definities worden ingevoegd die niet in de wapenwet voorkomen, doordat de gebezigde termen geïnterpreteerd dienen te worden zoals in de richtlijn. Wanneer een richtlijn een definitie geeft van een begrip met het oog op de tenuitvoerlegging ervan, dienen de lidstaten immers de dwingende bepalingen aan te nemen die noodzakelijk zijn wil die definitie in het interne recht toegepast kunnen worden op een wijze die duidelijk, precies en zeker genoeg is voor de adressaten van de rechtsregel, en mogen ze niet gewoon verklaren dat het interne recht overeenkomstig de richtlijn geïnterpreteerd dient te worden [2].

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

In het eerste lid legt de voorliggende tekst de verplichting op om een "aangetekende brief" of een "aangetekend schrijven", in het vierde lid te versturen.

Zoals hij is opgesteld, lijkt de tekst te eisen dat gebruikgemaakt wordt van een aangetekende postzending. Hij lijkt aldus het gebruik van de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten wanneer de bepalingen van kracht zullen zijn die in de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatiediensten,

[2] Zie advies 48.502/2/V, op 3 augustus 2010 gegeven over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 10 oktober 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wapenwet en het koninklijk besluit van 8 augustus 1994 betreffende de Europese vuurwapenpassen.

gewijzigd door de wet van 13 december 2010, betrekking hebben op de elektronisch aangetekende zending, namelijk ten laatste op 30 juni 2011 [3].

Wanneer deze bepalingen van kracht zullen zijn, zal uit artikel 4, § 6, van de wet van 9 juli 2001 echter volgen: "onder voorbehoud van de toepassing van bijzondere wettelijke of reglementaire vereisten op het gebied van aangetekende zendingen wordt een elektronisch aangetekende zending geacht aan de vereiste van een aangetekende zending te voldoen".

Aangezien de hierboven aangehaalde bepaling voorbehoud maakt voor de toepassing van bijzondere wettelijke of reglementaire vereisten op het gebied van aangetekende zendingen, vermag de Koning een tekst uit te vaardigen die, in een welbepaalde aangelegenheid, het gebruik van een elektronisch aangetekende zending uitsluit.

De Koning dient een dergelijke vereiste evenwel te rechtvaardigen ten aanzien van het grondwettelijke beginsel van de gelijkheid voor de wet.

Er dient in elk geval een terminologie gebruikt te worden die overeenstemt met de wetgeving ter zake [4]. In dit verband zijn de volgende wijzigingen noodzakelijk:

- indien het de bedoeling is het gebruik van een aangetekende postzending te eisen en het gebruik van de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten, dienen de woorden "aangetekende brief" en "aangetekend schrijven" vervangen te worden door de woorden "aangetekende postzending";

- indien het de bedoeling is het gebruik van een dienst van aangetekende zending op te leggen, zonder de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten, dienen de woorden "aangetekende brief" en "aangetekend schrijven" vervangen te worden door de woorden "aangetekende postzending of elektronisch aangetekende zending".

---

[3] Deze bepalingen zijn opgenomen in de artikelen 38 tot 52 van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatiediensten. Krachtens artikel 57, eerste lid, 2°, van de wet van 13 december 2010 treden zij in werking op 30 juni 2011. Het tweede lid van artikel 57 van de wet van 13 december 2010 staat de Koning evenwel toe een eerdere datum van inwerkingtreding vast te stellen.

[4] Zie meer bepaald:
- de definities van de uitdrukkingen "postzending" en "aangetekende zending" in artikel 131, 7° en 9°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, vervangen bij de wet van 13 december 2010;
- de definitie van de uitdrukking "elektronisch aangetekende zending" in artikel 2, tweede lid, 14°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatiediensten., ingevoegd bij de wet van 13 december 2010.

De voorliggende bepaling dient dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 4

1. In het eerste lid, 3°, dient verduidelijkt te worden door wie het lid van de in deze bepaling bedoelde "jury" van het beroepsbekwaamheidsexamen aangewezen wordt.

2.1. Volgens het eerste lid, 4°, bevat de examencommissie van het beroepsbekwaamheidsexamen "een Nederlandstalige en een Franstalige door de Minister van Justitie aangeduide vertegenwoordiger voorgesteld door representatieve beroepsorganisaties van wapenhandelaars".

2.2. Het is de vraag of deze bepaling in overeenstemming is met artikel 14, § 1, 6°, van de dienstenwet van 26 maart 2010, dat verbiedt dat de toegang tot een dienstenactiviteit [5] of de uitoefening ervan in België afhankelijk gesteld wordt van "de directe of indirecte betrokkenheid van concurrerende marktdeelnemers, ook binnen raadgevende organen, bij de verlening van vergunningen of bij andere besluiten van de bevoegde autoriteiten (…)" [6].

Het begrip "bevoegde autoriteit" wordt door artikel 2, 14°, van de wet als volgt gedefinieerd:

> "elke autoriteit of instantie die een toezichthoudende of regelgevende rol vervult ten aanzien van dienstenactiviteiten; met name de administratieve autoriteiten, met inbegrip van de rechtbanken die in die hoedanigheid optreden, de beroepsorden of andere professionele organen die in het kader van hun juridische autonomie de toegang tot de dienstenactiviteiten of de uitoefening ervan collectief regelen".

Deze bepalingen zetten de artikelen 14, punt 6), en 4, punt 9), om van richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt.

---

[5] Zulks is het geval voor de beroepsbedrijvigheid van wapenhandelaar, waarop het ontwerp van besluit betrekking heeft. Over het begrip "dienst", zie artikel 2, 1°, van de wet van 26 maart 2010. Over het toepassingsgebied van deze wet, zie artikel 3 ervan.

[6] De uitzonderingen die dezelfde bepaling voorschrijft op het verbod dat ze stelt, zijn *in casu* niet relevant.

2.3. Volgens het Handboek voor de implementatie van de dienstenrichtlijn, opgesteld door de diensten van het directoraat-generaal Interne markt en diensten van de Europese Commissie[7], dient artikel 14, punt 6), van richtlijn 2006/123/EEG te worden gelezen in samenhang met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie inzake het vrij verrichten van diensten en de vrijheid van vestiging[8], in het bijzonder het arrest Commissie v. Italië van 15 januari 2002.

2.4. Wat die kwestie betreft, bevat het voornoemde arrest de volgende motivering:

> "39. Wat ten slotte de bepalingen betreft die voor de organisatie van jaarbeurzen verlangen, dat organen die bestaan uit reeds op het betrokken grondgebied aanwezige marktdeelnemers of deze marktdeelnemers vertegenwoordigen, een rol spelen bij het erkennen van en het verlenen van een vergunning aan de organisator, alsook bij de subsidiëring van deze laatste, zij erop gewezen, dat het vereiste van een vergunning of een officiële erkenning een beperking op het vrij verrichten van diensten of op de vrijheid van vestiging vormt. Op dezelfde wijze - en om de door de advocaat-generaal in punt 165 van zijn conclusie vermelde redenen - kan een dergelijke beperking voortvloeien uit bepalingen die de tussenkomst verlangen van organen die bestaan uit reeds op het betrokken grondgebied aanwezige marktdeelnemers.
>
> 40. Dat is het geval met de artikelen 13, 14 en 15, eerste alinea, *sub* a, van legge regionale del Friuli Venezia Giulia nr. 10/81, die bepalen dat voor een vergunning voor beurzen de tussenkomst vereist is van een adviescomité, waartoe onder meer vier voorzitters van in de regio gevestigde beursorganisatoren behoren. Daar elke rechtvaardiging ontbreekt, zijn die in punt 35, derde streepje, van dit arrest vermelde bepalingen in strijd met de beginselen van het vrij verrichten van diensten en de vrijheid van vestiging.
>
> 41. Daarentegen kunnen de beperkingen op het vrij verrichten van diensten of op de vrijheid van vestiging, die voortvloeien uit de andere in punt 35, derde streepje, van dit arrest bedoelde bepalingen (…) een rechtvaardiging vinden in het feit dat de

[7] http://ec.europa.eu/internal_market/services/docs/services-dir/guides/handbook_nl.pdf.

[8] De artikelen 43 e.v. en 49 e.v. van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, sedert de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon respectievelijk de artikelen 49 e.v. en 56 e.v. van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

kennis of ervaring van de vertegenwoordigers van het economisch leven die geen concurrenten van de bij de erkennings- of vergunningsprocedure betrokken marktdeelnemers zijn, en van de vertegenwoordigers van het publiek waarvoor de beurs bestemd is, nuttig blijken voor de procedure."[9-10].

2.5. Artikel 14, punt 6), van richtlijn 2006/123, en bijgevolg ook artikel 14, § 1, 6°, van de voornoemde wet van 26 maart 2010, lijken in het licht van dat arrest te moeten worden uitgelegd.

---

[9] HvJEU, 15 januari 2002, Commissie v. Italië, C-439/99, punten 39 tot 41.

[10] De advocaat-generaal heeft in de conclusie die hij op 29 mei 2001 heeft overgelegd, en waarnaar het Hof in het voornoemde arrest verwezen heeft, het volgende geoordeeld:

"163. Om uit te maken, of de betrokkenheid van vertegenwoordigers van het regionale economisch leven bij de procedures in strijd is met het vrij verrichten van diensten of de vrijheid van vestiging, moet allereerst in herinnering worden gebracht, dat een maatregel enkel kan worden geacht met een fundamentele vrijheid in strijd te zijn, wanneer hij de uitoefening van die vrijheid verbiedt, belemmert of minder aantrekkelijk maakt (…).

164. In dit verband moet om te beginnen worden vastgesteld, dat de Commissie niet als bezwaar aanvoert, dat de genoemde vertegenwoordigers zelf besluiten nemen in verband met de organisatie van jaarbeurzen. Haar kritiek geldt integendeel het feit dat die vertegenwoordigers in de besluitvormingsprocedure door de Italiaanse autoriteiten worden gehoord en dus invloed kunnen uitoefenen op de besluitvorming.

165. Een dergelijk beïnvloedingsmogelijkheid lijkt de uitoefening van een fundamentele vrijheid te kunnen belemmeren of minder aantrekkelijk te maken, voorzover daarbij rechtstreekse concurrenten van de jaarbeursorganisatoren betrokken zijn. Die concurrenten zouden kunnen proberen noodzakelijke besluiten te vertragen, onredelijke beperkingen voor te stellen dan wel de hand te leggen op uit mededingingsoogpunt relevante informatie. Een dergelijke betrokkenheid is evenwel uitsluitend in artikel 14 van *legge regionale del Friuli Venezia Giulia* nr. 10 van 23 februari 1981 voorzien.

166. Deze inbreuk op fundamentele vrijheden lijkt geen rechtvaardiging te vinden in een dwingend algemeen belang, noch in het feit dat die concurrerende jaarbeursorganisatoren zouden zijn belast met het beheer van diensten van algemeen economisch belang.

167. De betrokkenheid van vertegenwoordigers van het economisch leven of van vertegenwoordigers van het publiek waarvoor een beurs bestemd is, kan echter niet altijd als een inbreuk worden gezien. De kennis en ervaring van die personen kunnen waardevol blijken voor de procedure. Een inbreuk op de fundamentele vrijheden kan dan enkel worden vastgesteld, indien concrete gevallen worden aangevoerd waarin bedoelde betrokkenheid in het nadeel van beursorganisatoren uit andere lidstaten heeft gewerkt.

168. De verwijzingen van de Commissie naar de betrokkenheid van bedoelde vertegenwoordigers bij de bezetting van de leidinggevende posities bij regionale beursorganisatoren en naar de regelingen inzake de toekenning van subsidies, kunnen niet tot een ander resultaat leiden.

169. Het feit dat die vertegenwoordigers mogen meebeslissen over de bezetting van de leidinggevende posities bij concurrerende ondernemingen, maakt hen nog niet tot concurrenten van vennootschappen die jaarbeurzen organiseren. Uit die betrokkenheid blijkt namelijk niet, dat zij ook een economisch belang hebben bij het succes van regionale beursorganisatoren. Wat de subsidieregeling betreft, deze is niet discriminerend door de betrokkenheid van vertegenwoordigers van het economisch leven, maar enkel door de restrictieve bepalingen van de wet waarin zij is neergelegd.

170. De Commissie heeft dan ook niet weten aan te tonen, dat de betrokkenheid van vertegenwoordigers van het regionale economisch leven bij de besluiten van de overheid in verband met de organisatie van jaarbeurzen, een beperking op het vrij verrichten van diensten of op de vrijheid van vestiging oplevert.

171. Deze grief van de Commissie kan derhalve enkel worden aanvaard, voorzover zij de betrokkenheid van concurrenten bij de besluitvorming op het gebied van de organisatie van jaarbeurzen hekelt".

Aangezien in artikel 14, punt 6), van de richtlijn 2006/123 en in artikel 14, § 1, 6°, van de wet uitdrukkelijk staat dat niet de betrokkenheid op zich van de "marktdeelnemers" die in de betreffende sector werkzaam zijn verboden is, zelfs niet wanneer ze onrechtstreeks een rol spelen bij de "verlening van vergunningen of bij andere besluiten" van de bevoegde "instanties (c.q. "autoriteiten")", maar dat het verbod alleen slaat op een betrokkenheid van "concurrerende" marktdeelnemers, moet de overheid aandacht hebben voor dat laatste aspect. Zo bijvoorbeeld kan, op voorwaarde dat concurrerende marktdeelnemers uit de procedures worden geweerd, altijd in die zin rekening worden gehouden met "de kennis of ervaring van de vertegenwoordigers van het economisch leven die geen concurrenten van de (…) betrokken marktdeelnemers zijn" dat ze bij die procedures worden betrokken, wat nuttig kan blijken, zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie in zijn voornoemde arrest van 15 januari 2002 heeft verklaard [11].

2.6. De steller van het ontwerp moet het ontwerp bijgevolg zo herzien dat op zijn minst de "vertegenwoordigers […] van beroepsorganisaties van wapenhandelaars" die deel uitmaken van de examencommissie geen concurrenten zijn van de personen die het beroepsbekwaamheidsexamen afleggen.

Artikel 7

Op de vragen welke gevallen precies bedoeld worden in het tweede lid, wat de concrete strekking is van die bepaling en wat het gevolg is van de beslissing waarbij de examencommissie oordeelt dat een gegadigde die ondervraagd is over verscheidene soorten activiteiten beschouwd kan worden als gedeeltelijk geslaagd, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

> « Il s'agit de l'hypothèse où un candidat souhaite obtenir un agrément d'armurier couvrant tous les aspects de la profession, mais ne parvient pas à prouver des connaissances suffisantes dans l'un des domaines.
>
> Au lieu de lui refuser l'agrément et de lui faire repasser l'examen dans son entièreté, on lui octroie un agrément d'armurier restreint. Libre à lui, lors de la prochaine session, de repasser un examen portant sur les domaines qu'il ne maîtrisait pas pour étendre son agrément à tous les aspects souhaités ».

Het tweede lid behoort te worden herzien zodat die bedoeling duidelijker wordt weergegeven.

[11] HvJEU, 15 januari 2002, Commissie v. Italië, C-439/99, punt 41.

Artikel 8

Luidens de voorliggende bepaling zijn "de wapenhandelaars die overeenkomstig artikel 48, derde lid, van de wapenwet de hernieuwing van hun erkenning aanvragen, (…) vrijgesteld van het beroepsbekwaamheidsexamen".

Door te verwijzen naar artikel 48, derde lid, van de wapenwet slaat de tekst op het geval van aanvragen om hernieuwing van de erkenning die uiterlijk zijn ingediend op de datum vermeld in die bepaling, namelijk 31 maart 2009. Aangezien die datum thans verstreken is, is het de Raad van State niet duidelijk wat de zin is van de voorliggende bepaling.

Hoe dan ook, een regeling waarbij personen zonder meer worden vrijgesteld van het beroepsbekwaamheidsexamen, zonder dat andere bepalingen worden ingevoerd die ertoe strekken zich te vergewissen van de beroepsbekwaamheid van de betrokkenen, is onverenigbaar met:

- enerzijds artikel 5, § 2, van de wapenwet, voor zover die bepaling voorschrijft dat wie een erkenning als wapenhandelaar aanvraagt, op de door de Koning bepaalde wijze moet bewijzen dat hij over de vereiste beroepsbekwaamheid beschikt om de gewenste activiteit uit te oefenen, welke vereiste beroepsbekwaamheid betrekking heeft op de kennis van de na te leven regelgeving en van de beroepsdeontologie, en van de techniek en het gebruik van wapens;

- anderzijds artikel 4, lid 3, van richtlijn 91/477/EEG, voor zover die bepaling de lidstaten de verplichting oplegt voor te schrijven dat wie als wapenhandelaar werkzaam wil zijn op hun grondgebied een machtiging moet hebben die verstrekt wordt op basis van een controle van de bekwaamheid van de wapenhandelaar.

De voorliggende bepaling moet ofwel vervallen, ofwel worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikel 9

Wil men het beginsel van de wettelijkheid van de strafbare feiten, dat meer bepaald voortvloeit uit artikel 12, tweede lid, van de Grondwet en uit artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, zo goed mogelijk in acht nemen, dient men in het tweede lid, veeleer dan de bepalingen op te sommen die, wanneer daaraan niet voldaan wordt, geen strafbaar feit opleveren, de bepalingen te vermelden die, wanneer daaraan niet voldaan wordt, wel een strafbaar feit opleveren.

Artikel 17

Zoals reeds opgemerkt in advies 45.231/2 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, op 26 september 2008 verstrekt over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 16 oktober 2008 tot regeling van het statuut van de wapenhandelaar is geworden, is het niet nodig om te herinneren aan de verplichting om zich te houden aan de wettelijkheid, de "dwingende bepalingen", de openbare orde en de deontologische code. Een zodanige rappellering is zelfs dubbelzinnig doordat daardoor de indruk ontstaat dat de verplichtingen die in de voorliggende bepaling worden opgesomd daaruit voortspruiten.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 19

Het opschrift van de wet van 23 maart 1995 vermeld in het tweede lid, *in fine*, is niet correct, aangezien de woorden "of van elke andere vorm van genocide" daarin niet voorkomen.

Die woorden moeten vervallen.

Artikel 20

Luidens de voorliggende bepaling zou het ontworpen besluit in werking treden de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

B. VIGNERON Y. KREINS